

Croissance : pas une question de fins mais de moyen



Le Gouvernement a fait de la croissance économique à court terme une priorité fondamentale de ses politiques. Or, le développement durable exige que la croissance à court terme ne s'effectue pas aux dépens d'une dévastation de l'environnement. L'environnement est dégradé à cause du manque de politiques et les droits des femmes et des minorités sont bafoués ; les femmes autochtones, par exemple, subissent des violences à outrance. Les organisations de la société civile ont présenté une vaste gamme d'alternatives aux politiques publiques, offrant des moyens viables et durables pour apporter le bien-être à tous les habitants du pays.

Canadian Feminist Alliance for International Action

Kate McInturff

North-South Institute

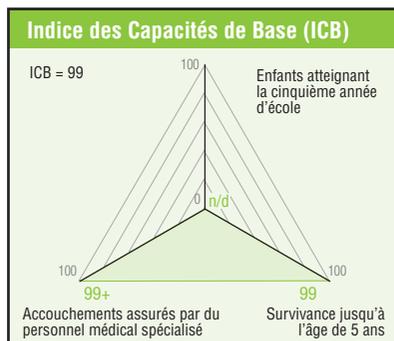
John Foster

Canadian Centre for Policy Alternatives

Armine Yalnizyan

Alors que le Canada sort de la récession d'un pas mal assuré, le Gouvernement du président Stephen Harper continue à appliquer des politiques économiques néolibérales qui incluent la réduction des taxes et des impôts, la diminution du déficit et les investissements en projets d'infrastructure physique. Même dans un cadre néolibéral, les résultats ne sont pas allés de pair. La création d'emplois n'a pas suivi le rythme de la croissance de la population active, et il n'y a pas eu non plus de croissance significative de l'emploi permanent¹. Les réductions des impôts sur le revenu et des taux de crédits ont favorisé à l'excès les personnes disposant des meilleurs revenus et offrant une aide économique à ceux qui en ont le moins besoin. La baisse des taxes et de l'impôt sur le revenu des sociétés n'a pas fait croître les investissements en équipement et en infrastructure². Parallèlement au retard des programmes sociaux sur l'inflation, on s'attend à une hausse importante des dépenses dans le domaine de la Défense et pour le système pénitentiaire, même si le taux de criminalité reste stable et qu'il est prévu de réduire la participation militaire du Canada en Afghanistan.

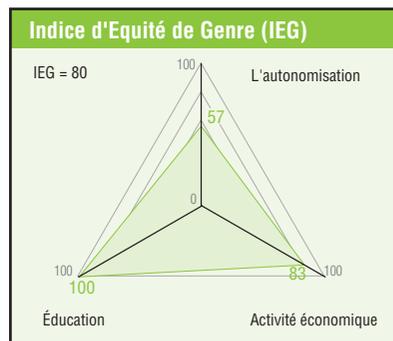
Le Gouvernement de Stephen Harper a fait de la croissance économique à court terme une priorité fondamentale de ses politiques publiques. On considère que toute croissance est bonne, or la croissance durable exige des investissements publics dans les domaines du développement du capital humain, de la recherche et du développement des politiques ; elle exige des mesures publiques dynamiques pour assurer que la croissance à court terme ne se soldera pas par une dévastation environnementale à long terme. Au Canada les organisations de la société civile se sont unies pour présenter une vaste gamme d'alternatives aux politiques publiques, parmi lesquelles figurent : le projet annuel *Budget fédéral al-*



ternatif du Centre canadien de politiques alternatives, la formation d'une large coalition d'organisations appelée Voices, l'appel lancé par le Conseil canadien pour la Coopération internationale en faveur d'un « nouvel accord » entre le Gouvernement et les organisations de la société civile³ ; et la collaboration entre les experts et les organisations de femmes pour faire une analyse de genre des priorités de la dépense publique⁴. Bien qu'il soit prouvé que les organisations ayant un solide programme de plaider en matière de politiques publiques risquent de perdre le financement offert par le Gouvernement fédéral, la société civile canadienne continue à forger des politiques publiques critiques et innovantes.

Inégalité

Suite à la baisse des taxes et des impôts, le Gouvernement perdra 96,6 milliards de CAD (97,9 milliards d'USD) de recettes entre 2008 et 2011⁵. Le programme des dépenses de relance de l'économie touchant à sa fin, le Centre canadien de politiques alternatives prévoit pour 2011-2012 une réduction de 3,8 milliards d'USD des dépenses en programmes fédéraux, et que « vu son volume (en dollars américains), cette compression budgétaire sera la deuxième en importance depuis les années 1950 »⁶. Ce sera probablement une continuité des compressions qui ont débuté au milieu des années 1990 sur les dépenses fédérales en matière de programmes sociaux. La politique économique du Gouvernement a



eu de gros impacts sur le bien-être des personnes. Les taux d'aide sociale au revenu n'ont pratiquement pas bougé dans tout le pays⁷. La plupart des revenus d'aide sociale resteront très en-dessous du seuil des bas revenus. L'indice général de la pauvreté est de 9 % mais celle-ci touche tout particulièrement les femmes, les peuples autochtones et les personnes handicapées. Par exemple, au Canada une personne sur trois parmi les autochtones, ou ceux qui ne font pas partie de la population blanche vit dans la pauvreté, de même qu'une personne handicapée sur quatre ; même chiffre pour les immigrants et les femmes qui sont chefs de famille monoparentale. Dans toutes les catégories, les indices de pauvreté sont plus élevés chez les femmes que chez les hommes.

L'accès aux services est extrêmement inégal : souvent, les personnes les plus touchées par la crise économique sont les moins favorisées par les politiques économiques nationales. Dans le secteur de l'Éducation, par exemple, on considère l'accès à l'éducation primaire comme un des succès du pays, mais de nombreux enfants des réserves des Nations autochtones n'ont pas accès à des écoles sûres⁸. Les enfants des Nations autochtones ne sont que trop présents dans les circuits de protection de l'enfance et ils ressentent très probablement les effets de la pauvreté et du manque de logement adéquat⁹.

1 Canadian Centre for Policy Alternatives, *Alternative Federal Budget: 2011*, (Ottawa: 2011), p. 11.

2 K.Howlett, "Corporate Tax Cuts Don't Spur Growth, Analysis Reveals as Election Pledges Fly", *The Globe and Mail*, (6 avril 2011).

3 <www.ccic.ca>.

4 <www.fafia-afai.org>.

5 Canadian Centre for Policy Alternatives, *op cit.*, p.16, "Figure 9: Cost of Tax Cuts Since 2006".

6 Ibid, p. 15.

7 Canadian Feminist Alliance for International Action, "Appendix A: Provincial and Territorial Social Assistance Rates".

8 A. Rajekar y R. Mathilakath, (Office of the Parliamentary Budget Officer, 2009).

9 M. Mendelson, *Why We Need a First Nations Education Act*, Caledon Institute of Social Policy, (Ottawa: 2009).

Érosion des droits des femmes

Les économistes ont démontré qu'en temps de crise économique les femmes sont celles qui généralement en reçoivent le plus l'impact¹⁰. Au Canada les femmes ont été les premières à réintégrer le monde du travail après la récession, mais ce retour précède ne se traduit pas par une augmentation du bien-être ou par une plus grande stabilité économique, car il est probable que ces femmes qui reprennent le travail soient embauchées à mi-temps ou pour un travail non rémunéré¹¹. De plus, elles restent victimes d'un des plus profonds écarts salariaux liés au genre de tous les pays de l'OCDE¹².

Des salaires plus bas et un travail temporaire impliquent que moins de femmes que d'hommes réunissent les conditions nécessaires pour avoir droit à l'assurance-emploi et aux réductions d'impôts. Les mères qui travaillent affrontent plus de défis¹³. Or, le Gouvernement a annulé un plan national de service de garde d'enfants qui aurait facilité l'accès de tous les parents qui travaillent à un service de garde pour leurs enfants sûr et accessible. L'érosion des droits a été particulièrement grave dans le cas des femmes qui n'ont pas de travail rémunéré, surtout celles qui plus vraisemblablement dépendent du service d'aide sociale, comme les mères célibataires et les mères autochtones. Les revenus de bien-être social sont si bas que le président du Conseil national du bien-être social les a qualifiés récemment de « honteux et moralement insoutenables pour un pays riche »¹⁴.

La violence envers les femmes varie considérablement selon les différents groupes et les régions ; les femmes sont la cible démesurée des actes de violence. Lors des 40 dernières années plus de 500 femmes autochtones du Canada ont disparu ou ont été assassinées¹⁵. Les femmes qui vivent dans des communautés isolées du nord pâtissent aussi de plus grands indices de violence que celles qui vivent dans des régions urbaines ou au sud du Canada, et elles ont moins accès aux services d'aide¹⁶. Face à de tels niveaux de violence à leur encontre, il n'est pas étonnant que les femmes soutiennent résolument les politiques contre les délits violents. Cependant, la « Loi sur l'adéquation de la peine et du crime » du Gouvernement actuel semble vouloir résoudre un problème qui n'existe pas, étant donné que les peines imposées pour chaque type de crime ont à peine varié pendant la dernière décennie¹⁷. La nouvelle loi aura davantage d'impacts sur l'économie que sur les peines appliquées. Le Bureau parlementaire du budget du Ca-

nada prévoit que la Loi sur l'adéquation des peines et des crimes doublera le coût du système pénitentiaire dans les cinq ans à venir – atteignant 9,5 milliards de CAD (9,7 milliards d'USD) – auxquels il faudra ajouter 1,8 milliard d'USD pour la construction de prisons¹⁸.

Contrairement aux dépenses concernant les programmes sociaux, les dépenses dans le secteur de la sécurité vont croître considérablement. Les calculs du Gouvernement lui-même indiquent que les dépenses militaires atteindront 22 milliards de CAD (22,4 milliards d'USD) en 2010-2011¹⁹. Néanmoins, les estimations des dépenses en équipement militaire et concernant une nouvelle législation pénale très dure ont été longuement discutées. Par exemple, les estimations du coût des chasseurs bombardiers F-35 récemment acquis oscillent entre 9 milliards d'USD, selon le ministère de la Défense nationale²⁰, et 29 milliards d'USD, selon le Directeur parlementaire du budget²¹.

Bien que le Canada se soit engagé à doubler ses dépenses en aide au développement en dollars absolus, l'Aide publique au développement (APD) en pourcentage du Revenu national brut (RNB) ne représente que toujours 0,3 %, aucun changement depuis 2005²². La Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle (2008) exige que l'aide canadienne au développement « contribue à réduire la pauvreté, tienne compte du point de vue des pauvres et soit compatible avec les normes internationales en matière de droits de la personne »²³. De nombreuses organisations de la société civile considèrent que cette loi est un mécanisme très prometteur pour intégrer les affaires de droits humains à la politique et aux programmes de développement international. Cependant, un rapport du Conseil canadien pour la coopération internationale, une coalition de la société civile, indique que le Gouvernement ne l'a pratiquement pas appliquée²⁴.

« L'égalité entre les femmes et les hommes » et la « durabilité de l'environnement » restent des sujets transversaux pour l'Agence canadienne du développement international ; cependant, les ressources politiques, humaines et financières destinées à ces objectifs sont en diminution. Le terme « équité de genre » a disparu en grande partie des déclarations officielles du Gouvernement et de ses documents sur les politiques²⁵. Le financement pour les pro-

grammes destinés à l'équité de genre reste encore inférieur à 2 % de l'APD canadienne²⁶. Lors de la réunion du G8 en 2010, le Gouvernement de Stephen Harper a engagé 1,1 milliard de dollars canadiens (1,12 milliard d'USD) pour de nouvelles dépenses en programmes de santé maternelle et infantile dans les pays pauvres. Les organisations de la société civile se sont réjouies de cet engagement, mais nombreuses furent celles qui critiquèrent la décision de ne pas financer des services d'interruption volontaire de grossesse comme partie de l'initiative, même dans les pays où ces services seraient légaux.

Dégradation de l'environnement

Les antécédents du Canada en matière de durabilité de l'environnement furent la cible des critiques des autres pays lors du Sommet de l'ONU sur le changement climatique de Copenhague. Depuis ce jour, le Canada a présenté son objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2020²⁷, mais en réalité celles-ci ne font qu'augmenter. D'après un rapport de 2011 du Penumbra Institute, l'Arctique canadien a déjà subi un réchauffement de plus 1,7 °C et l'on prévoit une augmentation de 4 ou 5 °C²⁸. Les communautés inuites signalent que leur accès aux sources traditionnelles d'alimentation s'est restreint et qu'il y a une dégradation générale de leur environnement et de leur bien-être²⁹. Dans les régions septentrionales et rurales cette dégradation s'aggrave à cause des industries minières et extractives. Bien que la qualité de l'eau partout au Canada reste bonne, plus de cent communautés des Nations autochtones n'ont toujours pas accès à l'eau potable.

L'industrie minière canadienne compte sur une forte présence internationale et aussi nationale. Les entreprises ayant leur siège au Canada constituent plus de 40 % de l'industrie extractive du monde. Bien que la société civile joue un rôle fondamental dans le suivi de l'industrie à travers des initiatives telles que Publish What You Pay, le Canada n'a pas encore adopté de règlement de protection des consommateurs et n'a pas accepté non plus de respecter les lignes directrices de l'initiative relative à la transparence des industries extractives.

Une question de moyens

La crise économique a poussé la société civile à relancer le débat sur les affaires de politique économique. Tant les acteurs gouvernementaux que les non gouvernementaux s'efforcent de voir comment résoudre le thème de la consécution de ses objectifs dans un contexte de restrictions fiscales. Mais la façon de s'y prendre pour stimuler la croissance économique et garantir la stabilité économique n'est pas une question de fins, mais de moyens. En définitive, le centre d'attention doit être la société qui se construit sur cette croissance. ■

10 C. Sweetman y R. King, "Gender Perspectives on the Global Economic Crisis", (Oxfam International Discussion Paper, 2010).

11 Statistics Canada, *Women in Canada: Work Chapter Update*, (Ottawa: 2007).

12 OCDE, (2010).

13 Statistics Canada, "Paid Work", en *Women in Canada*, op. cit.

14 National Council of Welfare, *Staggering Losses in Welfare Incomes*, (Ottawa: 2006).

15 Native Women's Association of Canada, *Voices of Our Sisters In Spirit: A Report to Families and Communities*, (Ottawa: 2009).

16 Statistics Canada, (Ottawa: 2006).

17 K. MacQueen, "Is Canada Tough On Crime Or Doing Just Fine?", revue, (7 septembre 2010).

18 Bureau du Directeur parlementaire du budget du Canada, "The Funding Requirement and Impact of the "Truth in Sentencing Act" on the Correctional System in Canada", (Ottawa: 2010).

19 Ministère de la Défense Nationale, *National Defence 2010-2011 Report on Plans and Priorities: Part III Estimates*, (Ottawa: 2010).

20 Ibid, (Ottawa: 2011).

21 K. Page, Bureau du Directeur parlementaire du budget du Canada, (mars 2011).

22 Agence canadienne de développement international, *Statistical Report on International Assistance: Fiscal Year 2009-2010*, (Ottawa: 2011).

23 Ministère de la Justice, *Official Development Assistance Accountability Act*, (Ottawa: 2008).

24 Conseil canadien pour la coopération internationale, (Ottawa: 2010).

25 Canadian Labour Congress y FAFIA, (Ottawa: 2010); M. Collins, "Gender Equality", "Child Soldiers" and "Humanitarian Law" are Axed from Foreign Policy Language", revista Embassy, (29 juillet 2009).

26 CSO Working Group on Women's Rights, (Ottawa: 2009).
Tableau 1: Gender Equality Trends, Percentage of CIDA ODA.

27 Environment Canada, "Canada Lists Emissions Target Under the Copenhagen Accord", (Calgary, Alberta: 1er février 2010).

28 A. Morgan, (Waterloo, Ontario: 2011).

29 S. Nickels, et al., Inuit Tapiriit Kanatami, (Ottawa : 2005).